

Climat, justice sociale : **Sortons Macron "Président de la république des pollueurs"** **qu'il voit l'état du monde d'aujourd'hui !**

Hier, jeudi 25 avril, suite au dit "Grand Débat", Emmanuel Macron n'a donné aucune réponse aux principaux enjeux de notre temps, ni concernant les fins de mois difficiles, ni concernant la probable extinction massive de l'humanité.

Ce vendredi 26 avril, 12 activistes du groupe Alternatiba ANVCOP21 "Action Non Violente Climat" de Saint Étienne ont donc réquisitionné un 34ème portrait d'Emmanuel Macron à la mairie de Sorbiers (42), dans le cadre de la campagne nationale [#SortonsMacron](#).

Après la participation de plusieurs membres du groupe à l'action de désobéissance civile nationale "[Bloquons la république des pollueurs](#)" menée ce vendredi 19 avril à la Défense à Paris, cette nouvelle réquisition de portrait présidentiel vient dénoncer l'alliance toxique de la république et des institutions démocratiques actuelles avec les dirigeants des entreprises multinationales. Cette alliance inacceptable est au coeur du processus qui empêche toute action politique d'ampleur capable de relever l'immense défi climatique, écologique et social qui mène l'humanité au chaos. Avec, par exemple, 11 milliards de cadeaux fiscaux en 2019 accordés aux énergies fossiles, la politique fiscale d'Emmanuel Macron est favorable aux plus grands pollueurs. Ce partenariat destructeur entrave la lutte contre le changement climatique » dénonce Clément Sénéchal, chargé de campagne Climat à Greenpeace France.

Par leurs actions de désobéissance civile, les militant.e.s d'ANV COP21 veulent montrer l'impressionnante disproportion entre la répression menée contre les actions non violentes pour le climat et l'absence de prise en compte et de plan global d'ampleur pour endiguer la surchauffe planétaire déjà engagée.

Concernant la campagne #SortonsMacron :

Depuis le 21 février, date de la première action

- 33 portraits présidentiels ont été réquisitionnés
- 68 personnes auditionnées
- 33 gardes à vue
- 31 perquisitions
- 1 saisie du bureau de lutte anti-terroriste

Et 5 procès annoncés

- Le 28 mai à Bourg-en-Bresse
- Le 26 juin à Strasbourg
- Le 2 septembre à Lyon
- Le 11 septembre à Paris
- Le 4 novembre à Grenoble

Les actions de réquisition de portraits présidentiels dans les mairies sont menées en réaction à la réponse inacceptable du gouvernement au recours juridique déposé contre l'État pour "inaction face aux changements climatiques" par quatre ONG : l'Affaire du Siècle. Alors que la menace climatique n'a jamais été aussi palpable, le gouvernement explique aux 2 millions de citoyens ayant appuyé ce recours qu'il n'y aura aucun changement de cap de la part de nos dirigeants en matière de lutte contre le dérèglement climatique.

Contact presse : Vincent BONY 06 45 89 10 19